

**BUDGET 2016 : TOUJOURS PLUS D'AUSTÉRITÉ,
D'INJUSTICE ET D'INEFFICACITÉ !**

Inefficaces, les politiques mises en œuvre par les pouvoirs publics, sous l'aiguillon des organisations patronales et plus particulièrement du Medef, ne cessent de nourrir la crise.

Contrairement aux objectifs affichés par le Gouvernement, le chômage vient d'atteindre un nouveau record avec 5 726 300 demandeurs d'emploi en métropole et dans les départements d'Outre-Mer, la croissance reste durablement atone et ne serait que de 1,5 % au titre de l'année 2016. Dans le même temps, l'augmentation du profit des entreprises et des dividendes perçus par les actionnaires se fait au détriment de l'investissement productif et de la nécessaire revalorisation des salaires et des retraites.

Dans un tel contexte, il y a besoin de mobiliser les finances publiques pour en faire un véritable outil au service d'une nouvelle dynamique de développement assurant la nécessaire transition écologique, du plein emploi, de la satisfaction des droits et des besoins fondamentaux de toutes et tous. Pour y parvenir, il y a aussi besoin de mobiliser et de développer les politiques publiques, les services publics et l'emploi public. Force est de constater que le projet de loi de finances 2016 ne poursuit pas ces ambitions.

Le budget 2016, c'est toujours plus d'austérité avec une nouvelle amputation de 16 milliards d'euros des moyens budgétaires alloués à l'action publique dont 5,1 milliards d'euros au titre du budget de l'État, 3,5 et 7,4 milliards d'euros au titre des budgets des collectivités territoriales et des régimes sociaux !

Le budget 2016, c'est toujours moins de contributions pour les entreprises au titre du pacte dit de responsabilité avec des allègements et des crédits d'impôts et de cotisations patronales au seul service de la rentabilité du capital !

Le budget 2016, c'est une attaque en règle contre l'impôt sur le revenu qui connaîtra une nouvelle baisse de 2 milliards d'euros ! C'est la négation de la nécessaire progressivité de l'impôt et de l'article 13 de la déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen qui affirme que plus le contribuable dispose de facultés contributives, plus il doit payer l'impôt.

Le budget 2016, c'est, pour de nombreux ministères et d'opérateurs de l'État, de nouvelles baisses conséquentes des crédits de paiement et encore 1 495 emplois supprimés !

Le budget 2016, c'est toujours moins de crédits alloués au financement de services publics de pleine compétence et de proximité implantés sur l'ensemble du territoire national, avec d'innombrables fermetures d'administrations et de services au titre de la réforme territoriale !

Le projet de loi de Finances 2016 confirme les objectifs poursuivis par les pouvoirs publics au titre de ce quinquennat : l'aggravation et la généralisation des politiques d'austérité, la casse des politiques publiques, des services et de l'emploi publics, une injustice fiscale et sociale toujours plus grande. Hier comme aujourd'hui, ces politiques n'ont fait que nourrir la crise, les actionnaires, les marchés financiers et le capital.

Il est temps de mettre un coup d'arrêt à ces politiques ! Il est urgent de construire des lois de finances organisant une autre répartition des richesses produites par le monde du travail, y compris pour assurer le financement de toute l'action publique.

Dans cet objectif, l'UGFF-CGT appelle les personnels, actifs et retraités, fonctionnaires et non-titulaires, à faire du jeudi 8 octobre, une puissante journée de grève et de manifestations.